

## Le mot de la fin

# « Genre » partout, justice nulle part ?

Sofia Balzaretti

La recherche féministe a considérablement enrichi de nombreuses disciplines scientifiques. Ses contributions épistémiques ont élargi la compréhension des dynamiques de pouvoir et ont façonné la manière dont j'ai moi-même, en tant que juriste, décidé d'aborder et de comprendre la question juridique.

Il est pourtant remarquable de constater à quel point le concept de « genre » – présent comme thème académique depuis les années 1970 aux États-Unis et en Europe – a connu une adoption généralisée à toutes les disciplines dès 2018, après l'impact du mouvement #MeToo, pour ensuite rapidement perdre en popularité, quelques années plus tard, après l'irruption de la pandémie de Covid-19. Comment expliquer cet engouement fulgurant suivi d'une si rapide désaffection ?

Cette volatilité de l'intérêt à l'égard du « genre », tantôt porté aux nues, tantôt oublié lorsque d'autres problématiques sociales surgissent, illustre un équilibre précaire. D'une part, cette tendance pourrait refléter une instrumentalisation de la cause à des fins commerciales (tant on sait que la recherche en sciences humaines et sociales suit, dans les faits, la logique capitaliste de productivité de notre époque). D'autre part, il se pourrait également que l'accent mis sur une conception universelle dissimule en réalité encore – et de manière un peu suspecte – les rapports de pouvoir et les inégalités existantes. Les disparités socio-économiques entre les sexes, alors même que celles-ci persistent, ne sont plus étudiées ; les défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées dans certaines régions du monde minimisés.

## Réinvestir la perspective féministe

Voici donc une proposition de la manière dont on pourra saisir les questions de « genre » lorsque celles-ci connaîtront à nouveau un regain d'intérêt : gardons-nous de reculer devant les complexités et les défis inhérents au sexisme ; considérons au contraire avec attention et sérieux les controverses et *backlashes* politiques, que

l'on aurait tort de balayer d'un revers de main. Et surtout, référons-nous au féminisme (ou aux féminismes) en tant que *mouvement*, et *courant de pensée*, dont l'utilisation se justifie d'un point de vue épistémique.

N'oublions pas non plus l'intersectionnalité, cette compréhension holistique des multiples identités et systèmes de domination. Alors que l'opinion publique s'empare de la question climatique, des questions éthiques liées à l'intelligence artificielle et des « défis du futur » ou, justement, des effets *ex post* d'une pandémie mondiale, la dimension de genre, laquelle joue pourtant un rôle crucial dans ces domaines, est omise. Pourtant, il ne s'agit pas simplement d'apposer un post-it « genre » pour éviter que la cause des femmes ne tombe aux oubliettes. Il ne s'agit pas non plus d'obliger les scientifiques à restreindre leur liberté et à adopter une perspective de genre dans la science. Il s'agit, au contraire, d'intégrer plus profondément les considérations de genre dans la recherche en sciences humaines et sociales. Une telle approche pourrait permettre de respecter tout à la fois les libertés de la science, en garantissant que personne ne soit laissé pour compte, et en n'oubliant pas la dimension collective et politique du féminisme.

Une orientation qui s'avère nécessaire pour empêcher que le titre dystopique de cette réflexion ne devienne, à terme, une réalité et pour qu'une justice féministe par la recherche scientifique puisse se consolider.



*Dans la rubrique « Le mot de la fin » de jeunes chercheuses et chercheurs s'expriment sur le système scientifique et les perspectives d'avenir au sein des sciences humaines et sociales. L'auteur-e passe le relais à une personne qu'il ou elle souhaiterait lire dans le numéro suivant. Frédéric Guignard, assistant diplômé en littérature française à l'Université de Lausanne, est nommé pour le Bulletin 3/2023.*

### L'auteure

Sofia Balzaretti a soutenu sa thèse de doctorat à l'Université de Fribourg en juin 2023 sous le titre *Le sexisme en droit suisse, européen et international* avec la mention *summa cum laude*. Elle a rédigé plusieurs contributions sur la thématique du genre et du droit. Elle travaille depuis 2022 en tant que juriste pour les droits des personnes en situation de handicap au Secrétariat général du Département fédéral de l'intérieur.

